



Renseignements à l'intention des VICTIMES



La Commission nationale des libérations conditionnelles, en tant que partie intégrante du système de justice pénale, rend de façon autonome des décisions judiciaires sur la mise en liberté sous condition et sur la réhabilitation et formule des recommandations en matière de clémence.

Elle contribue à la protection de la société en facilitant la réintégration opportune des délinquants comme citoyens respectueux de la loi.

Énoncé de mission
Commission nationale des libérations conditionnelles

Le Service correctionnel du Canada, en tant que composante du système de justice pénale, contribue à la protection de la société en incitant activement et en aidant les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois tout en exerçant un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humanitaire.

Énoncé de mission
Service correctionnel du Canada

Le présent dépliant donne des informations sur la Commission nationale des libérations conditionnelles et le Service correctionnel du Canada. Il explique aussi comment les victimes d'actes criminels peuvent fournir des renseignements sur les détenus et en obtenir.

Qu'est-ce qui se passe après l'imposition de la peine?

Le Service correctionnel du Canada est responsable de la garde et de la gestion des détenus qui purgent des peines de deux ans ou plus dans des établissements correctionnels fédéraux. Tous les détenus peuvent demander l'une ou l'autre forme de mise en liberté sous condition après avoir purgé une partie de leur peine dans un pénitencier. Le Service correctionnel assure la surveillance des détenus qui sont libérés.

Qu'est-ce que la mise en liberté sous condition?

La mise en liberté sous condition est le moyen dont dispose la société pour réintégrer les détenus dans la collectivité à l'aide d'un mécanisme de contrôle, de surveillance et de soutien. La mise en liberté peut consister en une permission de sortir, un placement à l'extérieur, une mise en semi-liberté, une libération conditionnelle totale ou une libération d'office.

La libération conditionnelle est une forme de mise en liberté qui implique une évaluation et une prise de décision. Les membres de la Commission cherchent à déterminer quel est le meilleur moment pour retourner un détenu dans la collectivité. L'expérience montre que la majorité des détenus libérés au moment opportun, s'ils bénéficient de l'appui et de l'encadrement voulus, sont moins susceptibles de récidiver.

Lorsqu'elle doit décider si elle accordera la libération conditionnelle, la Commission prend divers facteurs en considération, dont le plus important est la protection de la société. Le détenu pourrait-il perpétrer un autre crime? Pour évaluer le risque, la Commission examine tous les renseignements dont elle dispose. Ces renseignements provien-

nent, entre autres, du tribunal, de la police, du Service correctionnel et des victimes.

Le Service correctionnel se fonde sur des critères semblables pour rendre ses décisions relativement aux formes de mise en liberté qui relèvent de sa compétence, comme certains types de permission de sortir et tous les placements à l'extérieur.

Que peut faire la victime?

La victime peut continuer d'intervenir même après que le détenu s'est fait imposer une peine. Elle peut, si elle le désire :

- fournir des renseignements;
 - obtenir certains renseignements;
 - assister à une audience du détenu à titre d'observateur.
- Le Service correctionnel et la Commission se servent des renseignements communiqués par la victime pour s'aider à déterminer :
- si le détenu comprend les conséquences de son infraction;
 - s'il est susceptible de récidiver;
 - s'il est nécessaire d'imposer certaines conditions, en plus de celles qui sont déjà imposées à tous les détenus, pour contrôler un risque donné, surtout si le détenu, une fois en liberté, vivra à proximité de la victime.

Les renseignements fournis par la victime sont-ils pris en considération dans les décisions touchant la libération d'office?

La loi exige que la majorité des détenus soient libérés d'office après avoir purgé les deux tiers de leur peine. La Commission n'accorde pas la libération d'office puisque celle-ci est automatique dans la plupart des cas, mais elle peut imposer des conditions supplémentaires.

En outre, si le Service correctionnel estime qu'un détenu est susceptible de commettre, avant la fin de sa peine, une infraction accompagnée de violence ou une infraction grave liée à la drogue, il renvoie son dossier devant la Commission. Celle-ci peut ordonner que le détenu soit

maintenu en incarcération jusqu'à l'expiration de sa peine ou qu'il soit assujéti à des conditions de résidence strictes. Des renseignements concernant les répercussions du crime sur la vie de la victime, qu'elles soient d'ordre physique, émotif, psychologique ou financier, peuvent avoir une incidence déterminante sur la décision du Service correctionnel de renvoyer ou non le cas du détenu devant la Commission.

Où doit-on envoyer les renseignements?

La victime qui désire fournir des renseignements peut communiquer avec n'importe quel pénitencier ou avec l'un des bureaux du Service correctionnel du Canada ou de la Commission nationale des libérations conditionnelles, dont la liste figure dans le dépliant.

Les renseignements doivent-ils être communiqués au détenu?

Sauf dans quelques situations exceptionnelles, la loi oblige la Commission et le Service correctionnel à communiquer au détenu tous les renseignements dont ils tiendront compte avant de rendre leur décision, y compris ceux qui sont fournis par la victime. S'il est établi que la communication de certains renseignements mettrait en danger la sécurité d'une personne, ils ne seront pas fournis au détenu. Cependant, d'après la loi et la jurisprudence, la Commission et le Service correctionnel ne peuvent normalement pas utiliser des informations dont le détenu n'a pas pris connaissance.

Quels renseignements la victime peut-elle obtenir sur le détenu?

À la demande de la victime, la Commission ou le Service correctionnel doit lui communiquer certains renseignements, par exemple :

- la date du début de la peine;
- la durée de la peine; et
- les dates auxquelles le détenu devient admissible aux permissions de sortir sans surveillance et à la libération conditionnelle.

D'autres renseignements peuvent être communiqués si le président de la Commission ou le commissaire du Service correctionnel estime que l'intérêt de la victime justifie nettement une éventuelle violation de la vie privée du détenu. Voici certains de ces renseignements :

- si le détenu est sous garde;
- le pénitencier où il est incarcéré;
- la date de toute audience prévue, le type de mise en liberté en cause et la date de celle-ci;
- la destination du détenu; et
- les conditions de sa mise en liberté.

Beaucoup de victimes préfèrent tourner la page et cherchent à oublier le drame qu'elles ont vécu. Par égard pour elles, la Commission et le Service correctionnel n'envoient pas automatiquement des renseignements aux victimes. Elles doivent donc présenter une demande écrite si elles désirent obtenir des informations. Celles qui veulent

être régulièrement mises au courant de ce qui arrive à un détenu doivent veiller à signaler tout changement d'adresse ou de numéro de téléphone à la Commission ou au Service correctionnel.

La victime peut-elle assister à une audience?

La Commission accueille volontiers les demandes de personnes désireuses d'assister à une audience de libération conditionnelle à titre d'observateurs; la plupart du temps, elle peut leur accorder sa permission. Lorsque la Commission examine une demande, elle doit acquiescer à la certitude que la présence d'un observateur ne nuira pas au déroulement de l'audience, n'incommodera pas les personnes qui ont fourni des renseignements, notamment la victime, ni ne compromettra la sécurité de l'établissement où se tiendra l'audience. La Commission doit prendre en compte l'opinion du détenu avant d'autoriser la présence d'un observateur à l'audience.

Sur quel soutien la victime peut-elle compter?

Les gouvernements provinciaux et de nombreux corps de police offrent des services de soutien aux victimes. Appelez la police de votre localité ou renseignez-vous auprès des autorités provinciales de votre région. En outre, il existe peut-être dans votre secteur un centre d'aide aux victimes. Vous devriez pouvoir en obtenir le nom et l'adresse auprès de la police ou du palais de justice.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Administration centrale
340, avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario) K1A 0R1
(613) 954-6617 Téléc. : (613) 995-4380

Bureaux régionaux

Commission nationale des libérations conditionnelles
Région de l'Atlantique
1222, rue Main
4^e étage
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 1H6
(506) 851-6056 Téléc. : (506) 851-6926

Commission nationale des libérations conditionnelles
Région du Québec
200, boul. René-Lévesque
Tour ouest, 2^e étage
Montréal (Québec) H2Z 1X4
(514) 283-4584 Téléc. : (514) 283-5484

Commission nationale des libérations conditionnelles
Région de l'Ontario
516, promenade O'Connor
Kingston (Ontario) K7P 1N3
(613) 634-3857 Téléc. : (613) 634-3861

Commission nationale des libérations conditionnelles
Région des Prairies
229, 4^e avenue sud, 6^e étage
Saskatoon (Saskatchewan) S7K 3X5
(306) 975-4228 Téléc. : (306) 975-5892

Commission nationale des libérations conditionnelles
Région du Pacifique
32315, South Fraser Way, pièce 305
Abbotsford (Colombie-Britannique) V2T 1W6
(604) 854-2468 Téléc. : (604) 854-2498

Service correctionnel du Canada

Administration centrale
340, avenue Laurier ouest
Ottawa (Ontario) K1A 0P9
(613) 992-5891 Téléc. : (613) 996-5049

Service correctionnel du Canada
Région de l'Atlantique
Édifice Terminal Plaza
1222, rue Main, 2^e étage
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 1H6
(506) 851-6313 Téléc. : (506) 851-6316

Service correctionnel du Canada
Région du Québec
3, place Laval, 2^e étage
Chamadey, Laval (Québec) H7N 1A2
(514) 967-3333 Téléc. : (514) 967-3454

Service correctionnel du Canada
Région de l'Ontario
C.P. 1174
440, rue King ouest
Kingston (Ontario) K7L 4Y8
(613) 545-8211 Téléc. : (613) 545-8698

Service correctionnel du Canada
Région des Prairies
C.P. 9223
2313, place Henselman
Saskatoon (Saskatchewan) S7K 3X5
(306) 975-4850 Téléc. : (306) 975-5476

Service correctionnel du Canada
Région du Pacifique
Soc 4500
32560, avenue Simon
Matsqui (Colombie-Britannique) V2T 5L7
(604) 854-2500 Téléc. : (604) 854-2430

Veuillez utiliser la formule ci-jointe pour commander d'autres exemplaires du présent dépliant ou des exemplaires d'autres publications :

Renseignements à l'intention des victimes

Nombre d'exemplaires : _____

Victimes : Questions et réponses sur la mise en liberté sous condition

Nombre d'exemplaires : _____

Ce que doivent savoir les observateurs aux audiences de la Commission nationale des libérations conditionnelles

Nombre d'exemplaires : _____

Registre des décisions

Nombre d'exemplaires : _____

Service correctionnel du Canada, un profil

Nombre d'exemplaires : _____

Commission nationale des libérations conditionnelles, un profil

Nombre d'exemplaires : _____

Envoyez votre demande à l'une ou l'autre des adresses suivantes :

Division des communications Commission nationale des libérations conditionnelles 340, avenue Laurier ouest Ottawa (Ontario) K1A 0R1	Division des communications Service correctionnel du Canada 340, avenue Laurier ouest Ottawa (Ontario) K1A 0P9
--	---

Nom : _____

Adresse : _____

Numéro de téléphone : (____) _____

Observations : _____

Le présent dépliant est diffusé à titre d'information seulement. Toute interprétation de nature juridique doit être fondée sur la loi et les énoncés de politique.

janvier 1993

«Ministre des Approvisionnement et Services Canada 1993
N° de cat. JS82-52/1993
ISBN 0-662-59446-0

Canada